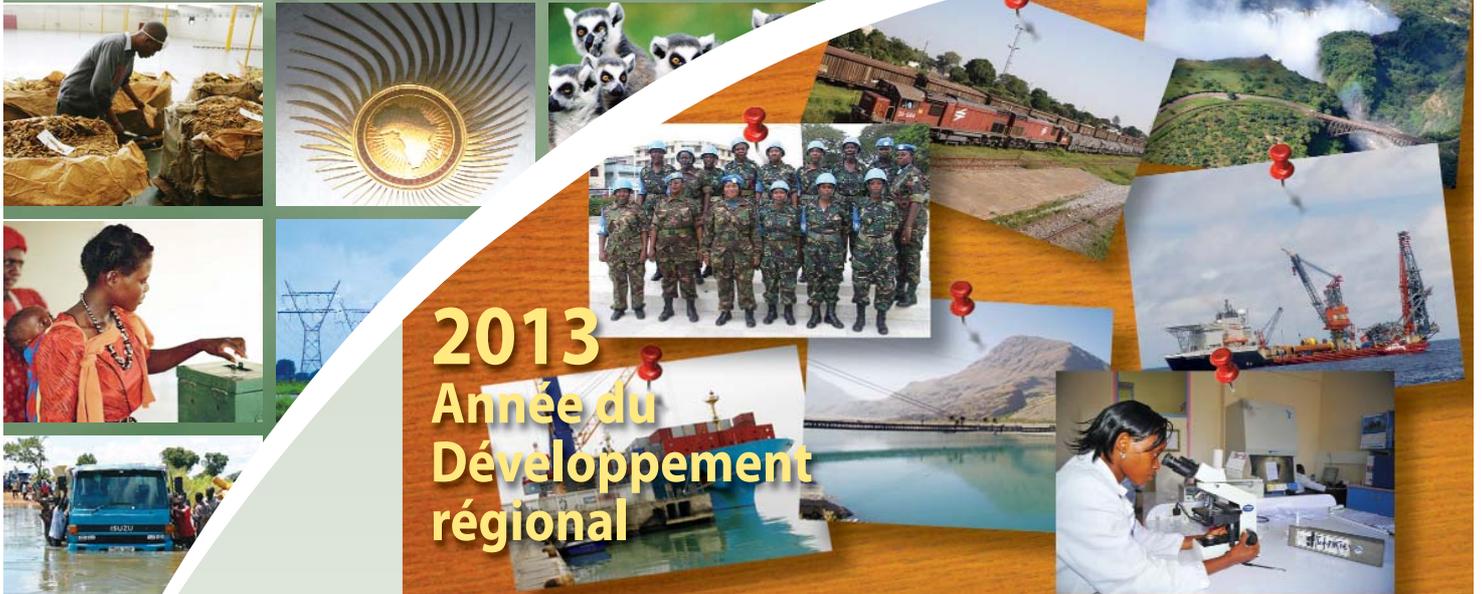




L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui Vol. 15 No 2 Février 2013



2013 Année du Développement régional

par Joseph Ngwawi

L'ANNÉE 2013 détient la clef de plusieurs événements régionaux d'importance, y compris la mise en place d'un programme ambitieux visant à développer des infrastructures transfrontières et la conclusion des processus électoraux menant aux scrutins dans deux États Membres de la SADC, ainsi que l'entrée en vigueur du Protocole SADC sur la Problématique des Sexes et le Développement.

Les efforts continus de la SADC pour aborder la situation de détérioration de la sécurité en République Démocratique du Congo (RDC) fera probablement la une de l'ordre du jour régional de cette année.

Le Plan Directeur pour le Développement de l'Infrastructure Régionale mènera à une future coopération et à la planification, qui sont essentielles pour attirer les investissements dans la région de la SADC et promouvoir le commerce intra-et inter-régional ainsi que les investissements directs étrangers.

Évalué à US\$500 milliards, le plan directeur guidera le projet SADC de mise en place de réseaux d'infrastructure trans-frontière qui sont coordonnés et intégrés dans les six secteurs prioritaires: énergie, transport, tourisme, technologie de l'information, météorologie et hydrologie. Une conférence sur l'investissement dans l'infrastructure en avril ou mai est supposée attirer des investisseurs potentiels, avec une exposition itinérante en Asie, Europe et aux États Unis.

2013 est un défi important du fait que c'est l'année finale avant l'objectif 2014 fixé par les services

publics régionaux de l'énergie afin d'équilibrer l'approvisionnement et la demande en électricité.

La région a récemment subi un déficit en énergie due à la demande croissante contre l'expansion limitée dans la capacité de production.

Presque tous les États Membres de la SADC sont engagés dans des projets destinés à relancer leur capacité de production d'électricité, par des initiatives allant des projets d'infrastructure conventionnels aux innovations, et des plans à court terme et long terme.

Selon le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe, dont les groupes approvisionnent les services publics de 12 états membres de la SADC, le déficit en électricité sera de l'histoire ancienne d'ici 2014, à condition que les projets prévus de production soient exécutés en temps voulu.

À cet égard, l'année 2013 offrent aux états membres de la SADC une opportunité d'intensifier leur mise en oeuvre avant l'année butoire de 2014 .

Un obstacle majeur au développement régional en 2013, en plus d'un environnement global financier incertain, est le conflit dans l'est de la RDC où les rebelles opposés au gouvernement ont menacé de marcher sur Kinshasa, capitale du vaste pays riche en minerais.

Le conflit dans l'est de la RDC a généré une énorme crise humanitaire, avec des implications sérieuses pour l'intégration et le développement socio-économique.

Protocole SADC sur la parité des sexes entre en vigueur, voir p13

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
AGRICULTURE	5
ÉLECTIONS	6
PAIX & SÉCURITÉ	7
ÉNERGIE	8-9
PERSPECTIVE	10-11
ÉLECTIONS	12
PARITÉ DES SEXES	13
UNION AFRICAINE	14
ÉVÉNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

suite page 2...

2013 Année du Développement régional

Les dirigeants de la SADC ont tenu un sommet extraordinaire à Maputo en février afin de débattre sur le problème de sécurité dans l'est de la RDC suite au sommet de la Troïka à Dar es Salaam en janvier lorsque le président de la SADC, Président Armando Guebuza du Mozambique, a rencontré les trois leaders qui forment la Troïka de l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité.

Neuf États Membres de la SADC ont promis de fournir des troupes pour former une Force Internationale Neutre (NIF) qui sera déployée en RDC – notamment Angola, Lesotho, Malawi, Île Maurice, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Les dirigeants de la SADC ont exhorté la Commission de l'Union Africaine, la SADC et la Conférence Internationale de la Région des Grand Lacs à rallier de toute urgence les Nations Unies sur le déploiement de la NIF dans l'est de la RDC. (voir page 7)

2013 devrait être l'année d'entrée en vigueur du Protocole SADC sur la Problématique des Sexes et le Développement, puisqu'il y a assez de ratifications mais les instruments de ratification doivent être déposés au Secrétariat de la SADC.

La plupart des états membres de la SADC ont ratifié cet accord et il existe des progrès mesurables à divers niveaux dans tous les états membres envers l'égalité et l'habilitation des femmes au côté des hommes en Afrique Australe. L'objectif régional est la parité des sexes – 50:50 d'ici 2015.

En ce qui concerne la situation politique dans la région, les élections tant attendues à Madagascar sont prévues pour cette année et supposées marquer la fin d'une dispute politique prolongée dans l'Île de l'Océan Indien.

Le premier tour des élections présidentielles de Madagascar est

prévu pour le 8 mai, le deuxième tour est fixé au 3 juillet. Le président malgache est élu par la majorité des votes par le biais d'un système à deux tours afin de servir un mandat de cinq ans.

La Commission Indépendante pour les Élections Nationales de la Transition a déclaré que les élections parlementaires devront être tenues le 3 juillet simultanément au deuxième tour des votes présidentiels, avec les élections municipales provisoirement fixées pour le 23 octobre.

En 2011, les partis politiques de Madagascar ont signé une feuille de route dans un accord négocié par les médiateurs de la SADC, qui permet pour le retour inconditionnel de l'exil de l'ancien président Marc Ravalomanana, qui fut destitué en 2009 lors d'un coup d'état mené par le leader de l'opposition Andry Rajoelina.

Ravalomanana, qui est exilé en Afrique du Sud, a annoncé en décembre 2012 qu'il ne se présenterait pas aux élections et a exhorté son rival à faire de même. Les dirigeants de la SADC avaient annoncé en janvier que Rajoelina avait également convenu de ne pas se présenter aux élections.

Un autre jalon important est la fin anticipée du processus de développement d'une nouvelle constitution au Zimbabwe et l'organisation d'élections générales pour cette année.

La SADC, représentée par le président sud-africain Jacob Zuma, facilite le processus d'exécution de l'Accord Politique Global (GPA) au Zimbabwe, mais la conclusion a été retardée par le très long processus de rédaction d'une nouvelle Constitution afin de remplacer celle héritée de l'Indépendance en 1980, suite à l'accord de Lancaster.

Les partis au GPA et le parlement ont approuvé la Constitution provisoire, et le 16 mars celle-ci sera soumise à un referendum. Le referendum,

quel que soit son résultat, sera suivi ultérieurement par des élections générales.

En plus des scrutins à Madagascar et au Zimbabwe, des élections au niveau du gouvernement local et du parlement sont prévues respectivement au Mozambique et au Swaziland.

Cette année est également supposée marquer la conclusion de la première phase de négociations sur l'établissement de la Zone Tripartite de Libre Échange (ZTLE) impliquant le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la SADC.

Le Forum de Négociation de Commerce Tripartite impliquant les trois communautés économiques régionales a terminé la phase préparatoire des négociations en 2012 et a amorcé la phase suivante.

Les négociations pour la ZTLE seront menées en trois

phases –phase préparatoire, phase un et phase deux. La phase préparatoire implique principalement l'échange d'informations pertinentes, y compris les tarifs applicables dans chaque pays ainsi que des données et évaluations commerciales.

Les négociations de la phase un couvriront les questions essentielles de la ZLE sur la libéralisation des tarifs, les règles d'origine, les procédures douanières et la simplification de la documentation des douanes. La facilitation de la circulation des commerçants au sein de la région sera négociée parallèlement à la phase un.

Selon la feuille de route adoptée lors du deuxième Sommet joint COMESA-EAC-SADC en juin 2011, toutes les négociations pour la dite Grande ZLE devraient être terminées en 36 mois. COMESA, EAC et SADC sont supposés inaugurer une ZLE unique d'ici 2016. □

Discussion du conseil des ministres sur le programme de travail 2013

LE CONSEIL des Ministres de la SADC a prévu pour fin février ou début mars une réunion au Mozambique afin de discuter le programme de politique pour 2013.

Le Conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et du développement de la SADC et d'assurer que les politiques soient correctement mises en place.

Il se réunit deux fois l'an pour délibérer sur les affaires institutionnelles, y compris approuver les budgets annuels et les plans stratégiques pour mise en oeuvre par le Secrétariat de la SADC basé au Botswana.

Les ministres, généralement responsables des affaires étrangères, de la coopération internationale, du développement économique, de la planification ou des finances, se réunissent à nouveau à la veille du Sommet en août/

septembre dans le but de préparer les recommandations politiques pour les Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC.

Au Mozambique, le Conseil évaluera les progrès sur plusieurs décisions prises à ce jour telles que la révision à moyen terme du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP), le plan directeur de 15 ans pour le développement de la région.

La révision, qui a commencé en 2012 et est supposée être conclue cette année, est supposée émerger sur le développement d'un programme de travail orienté qui renforcerait l'intégration régionale.

Il est également prévu que le Conseil discute d'une Stratégie de Communications SADC provisoire qui incorporerait un plan de mise en oeuvre commerciale et des délais fixes. □

Finalisation de la Révision du RISDP en 2013

UNE RÉVISION indépendante du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) de la SADC est prévu pour finition, pavant ainsi la voie pour que la région approfondisse l'intégration et s'attaque à d'autres problèmes émergents tels que le changement climatique et le développement global.

Le RISDP est une feuille de route sur une durée de 15 ans établie par les États Membres en tant que plan pour le développement régional et l'intégration. Il a été approuvé par le Sommet des Chefs d'État par le Gouvernement de la SADC en 2003, et sa mise en vigueur a commencé en 2005 et continuera jusqu'en 2020.

Le plan, mis en oeuvre par phases quinquennales, fournit aux États Membres un programme cohérent et compréhensif de politiques économiques et sociales à long-terme.

La révision fait suite à une évaluation du RISDP par le Secrétariat de la SADC en 2011.

Le Centre d'Études pour le Développement et le Commerce basé au Zimbabwe (Centre TRADES) mène une révision indépendante qui a commencé en 2012.

La révision devrait permettre aux États Membres et aux parties prenantes externes de la société civile, des secteurs privés et autres de réfléchir sur les problèmes clés qui devraient devenir prioritaires dans la prochaine phase de mise en place.

À cet égard, la révision offre à la SADC une opportunité

d'aborder avec assurance certaines questions fondamentales, en gardant à l'esprit que le RISDP est un plan stratégique, et non pas un document juridiquement contractuel.

Il fournit également au Secrétariat de la SADC et ses institutions affiliées un aperçu des politiques et priorités économiques et sociales approuvées par la SADC. Le RISDP stipule les priorités SADC comme suit:

- Maintien de la paix et de la sécurité dans la région;
- Libéralisation du commerce et développement économique;
- Développement de l'infrastructure pour soutenir l'intégration régionale;
- Maintien de la sécurité alimentaire;
- VIH & SIDA; et,
- Problèmes communs de développement de compétences, parité des sexes, science et technologie, développement du secteur privé, environnement et développement durable.

La révision indépendante est également supposée aborder d'autres questions émergentes telles que le changement climatique, la pauvreté et le développement global.

"Nous apprécions le processus de révision, en prenant en compte le changement dans les développements régionaux et globaux," déclare Trudi Hartzberg, directrice exécutive du Centre de Commerce et de Droit, lors d'un atelier régional de développement tenu à Harare, Zimbabwe.

"La révision offre l'opportunité de considérer l'adhésion des États Membres aux règles fondamentales basées sur la gouvernance; orientées sur la manière de traiter les problèmes de non-conformité et, ajoute-t-elle, d'assurer un régime de résolution de dispute qui est essentiel dans les règles basées sur la gouvernance".

Une révision détaillée du RISDP permettrait également à la SADC de développer un programme approprié au 21^{ème} siècle, prévoyant une politique, une structure juridique et institutionnelle pour prise de décisions par les parties prenantes économiques afin de renforcer leur compétitivité et contribuer à aborder les obstacles au développement fondamental tels que le chômage et la pauvreté. Certains événements marquants de la SADC mentionnés dans le RISDP incluent la réalisation de la Zone de Libre Échange de la SADC (ZLE) d'ici 2008, le Marché Commun d'ici 2015, l'Union Monétaire d'ici 2016, et une Devise Unique d'ici 2018.

La SADC a inauguré avec succès sa ZLE en 2008 et cet événement marquant a contribué à améliorer le commerce intra-régional. Les préparations sont en cours pour faciliter l'établissement d'autres repères. Le RISDP réaffirme également l'engagement des États Membres de la SADC dans une gouvernance positive, politique, économique et d'entreprise enracinée dans une culture de démocratie, de participation par

la société civile, de transparence et de respect de la loi.

L'objectif ultime du plan est d'affermir le programme d'intégration de la SADC avec en vue d'accélérer l'éradication de la pauvreté et l'accomplissement d'autres objectifs de développement économique et non-économique.

L'évaluation menée par le Secrétariat de la SADC basée sur le Cadre d'Exécution du RISDP 2005-2010 a révélé l'existence au cours des cinq années passées "de niveaux satisfaisants de mise en oeuvre du RISDP".

Les évaluations ont remarqué que tous les secteurs étaient capables de parvenir aux différents résultats et objectifs soit complètement ou partiellement dans les délais stipulés.

La révision a indiqué certains progrès significatifs sur l'Infrastructure et les Services, avec environ 60 pourcent du total des résultats ayant été complètement réalisés et 40 pourcent partiellement.

En ce qui concerne l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (FANR), environ 64 pourcent des objectifs ont été complètement réalisés, 28 pourcent partiellement et huit pourcent n'ont pas été achevés.

Bien que l'évaluation ait fourni un aperçu du statut de mise en oeuvre des différents secteurs décrits dans le RISDP, une évaluation plus étendue impliquant tous les participants clés dans les États Membres est supposée fournir une analyse plus compréhensive. □

LES RÉSULTATS clés de l'évaluation du RISDP par le Secrétariat de la SADC incluent ce qui suit:

- **Encourager l'exécution au niveau des États Membres** – Il est nécessaire d'accroître le plaidoyer et l'assistance technique au niveau national pour relancer la mise en oeuvre de ces structures de manière à réaliser l'impact de l'intégration régionale.
- **Structures efficaces pour le Secrétariat et la coopération des États Membres** – il est nécessaire de trouver des outils et des procédures appropriés pour garantir que des États Membres soient capables de fournir des informations d'intérêts régionaux.
- **Objectifs réalistes et évaluation continue du RISDP** – Les objectifs se doivent d'être réalistes dans la formulation de politiques, de stratégies et de structures de mise en oeuvre.
- **Manque de ressources humaines, financières et technique au Secrétariat de la SADC** – les États Membres sont encouragés à adéquatement financer toutes les interventions, y compris la

recherche et le développement, puisque celles-ci sont actuellement sur-dépendantes des Partenaires Coopérants Internationaux.

- **Encourager la supervision et l'évaluation** – des bases sont nécessaires dans divers domaines de coopération pour mesurer l'impact des programmes nationaux.
- **Intégrer les questions communes** – Il est nécessaire d'instaurer des structures responsables pour intégrer les questions communes du RISDP dans tous les programmes.
- **Améliorer la capacité de cellule de réflexion du Secrétariat** – Le Secrétariat devrait pouvoir fournir des conseils plus stratégiques et à long-terme.
- **SADC en tant que plateforme pour des positions communes panafricaines et globales** – Une plus grande collaboration est nécessaire parmi les institutions régionales afin de faciliter la mise en oeuvre effective et efficace de positions et activités communes. □



BRICS et l'Afrique – Partenariats pour l'intégration et l'industrialisation

L'AFRIQUE DU Sud accueillera en mars le 5^{ème} Sommet BRICS sous le thème "BRICS et l'Afrique – partenariats pour l'intégration et l'industrialisation."

Le groupe BRIC des économies nouvelles, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, est considéré comme ayant les marchés en croissance la plus rapide au monde.

Les études montrent que d'ici l'année 2050, les économies combinées du BRICS pourraient éclipser les économies combinées des pays actuellement les plus riches au monde.

Le sommet prévu pour le 26-27 mars est supposé

délibérer sur plusieurs questions visant à la promotion de partenariat entre les pays du BRICS et l'Afrique.

Les domaines focus clés pour le sommet sont:

- La promotion du développement de l'infrastructure africaine;
- L'établissement d'une banque de développement sous l'égide du BRICS;
- L'établissement d'une cellule de réflexion du BRICS; et,
- La création d'un conseil d'entreprise du BRICS.

Le ministre adjoint de l'Afrique du Sud pour les Relations et la

Coopération Internationales, Ebrahim Ebrahim, confirme que les préparations sont en bonne progression afin de garantir que l'Afrique du Sud accueille un sommet fructueux.



La SADC inaugurera un Syndicat des Douanes en 2013

L'AFRIQUE AUSTRALE entreprend des efforts pour lancer en 2013 le Syndicat SADC des Douanes tant attendu dans le but de renforcer l'intégration régionale et de consolider le développement socio-économique.

L'objectif pour l'établissement d'un Syndicat des Douanes fut à l'origine fixé pour 2010. Cependant, en raison d'obstacles inattendus, la date a été repoussée afin d'accorder aux États Membres plus de temps pour affermir la mise en oeuvre et les gains de la Zone de

Libre Échange (ZLE) lancée en 2008.

"En raison de contraintes de capacité au sein du Secrétariat de la SADC, la mise en oeuvre du Plan Régional Indicatif Stratégique pour le Développement a commencé en retard, ce qui signifie que cet événement marquant [Syndicat SADC des Douanes] n'a pas encore été réalisé," annonce la SADC dans son site web.

"Cependant, il est prévu que l'établissement du Syndicat des douanes soit concrétisé d'ici 2013."

Il annonce pour la première fois, que le sommet inclura un dialogue entre les leaders du BRICS et les Chefs Africains d'États et de Gouvernement des huit Communautés Économiques Régionales (CER) sur le continent.

Les analystes économiques ont souligné que l'Afrique du Sud a plus à bénéficier du BRICS en tant que pays représentant les intérêts de l'Afrique.

L'Afrique du Sud a une économie d'environ US\$290 milliard – la plus modeste des nations du BRICS et inférieure au quart de celle de la Russie.

Sa population est estimée à environ 49 million comparé à la Chine 1,3 milliard, l'Inde 1,2 milliard, le Brésil 191 million, et la Russie 142 million.

Quelque soit sa superficie, l'Afrique du Sud se trouve dans une position unique pour influencer la croissance économique africaine et l'investissement.

Le Produit National Brut combiné de l'Afrique est similaire à celui du Brésil et de la Russie, et légèrement supérieur à celui de l'Inde.

Étant le seul pays du continent dans ce groupement de marchés nouveaux, l'Afrique du Sud peut

donc agir comme point d'entrée de l'Afrique Australe et la totalité du continent Africain. Individuellement, les pays BRICS font des percées en Afrique et font déjà l'objet de commerce et d'investissement accru, particulièrement le Brésil, la Chine et l'Inde.

Le sommet BRICS a lieu chaque année par rotation parmi les états membres. L'Inde a accueilli le dernier sommet en 2012.

Les mécanismes du BRICS visent à réaliser la paix, la sécurité, le développement et la coopération. Il cherche également à contribuer de manière importante au développement de l'humanité et à la vision d'un monde plus équitable et juste. □

Connection ferroviaire pour rationaliser le commerce SADC

CINQ PAYS de la SADC prévoient de coordonner leurs services ferroviaires afin d'intensifier le commerce transitant par le port de Durban, Afrique du Sud.

Les compagnies ferroviaires du Botswana, de la République Démocratique du Congo, de l'Afrique du Sud, de la Zambie, et du Zimbabwe utiliseront leur infrastructure existante afin de faciliter le transport vers le port de l'Océan Indien.

Le chef des affaires internationales au Transnet Freight Rail, Nyameka Madikizela, a déclaré que l'objectif principal est d'"aligner les cinq lignes de chemin de fer vers un système ferroviaire unifié sur le Corridor Nord-Sud en établissant un Centre d'Opération Commun à Bulawayo, Zimbabwe." □



Prévision pluviométrique supérieure à la normale pour l'Afrique Australe

LES EXPERTS en climatologie de l'Afrique Australe ont prévu des pluies normales à supérieures à la normale dans la majeure partie de la région durant la période de janvier à mai 2013.

Les prévisions pluviométriques étaient préparées par des scientifiques en climatologie des services nationaux de météorologie et hydrologie de la région SADC ainsi que du Centre SADC pour la Supervision de la Sécheresse et de l'Institut International de Recherche pour la Climatologie et la Société.

Le 16^{ième} Forum Régional de Prévisions Climatologiques en Afrique Australe pour Mise à jour de Mi-Saison, qui s'est récemment réuni en Zambie, a divisé la période en prévisions trimestrielles, notamment janvier à mars, février à avril, et mars à mai.

Une grande partie de la République Démocratique du Congo (RDC), l'extrême nord de l'Angola et l'extrême sud de Madagascar sont supposés recevoir un total de pluies normales à en dessous de la normale durant la période de janvier à mars.

Durant février à avril, seul le nord-est de la Tanzanie est supposé connaître des pluies allant de normale à en dessous de la normale tandis qu'il est prévu des pluies allant de normale à au dessus de la normale dans le reste de la région.

Un schéma similaire est prévu pour la période de mars à mai, avec la majeure partie de la région supposée recevoir des pluies normales à au dessus de la normale, excepté pour les parties de l'extrême nord-ouest de la RDC où des pluies normales à inférieures à la normale sont attendues.

Les pluies supérieures à la normale sont définies comme figurant dans le tiers le plus humide de quantité moyenne de pluie enregistrée durant la période de 30 ans entre 1971 et 2000, tandis que inférieure à la normale se situe dans le tiers le plus aride de quantité de pluie, et pluviométrie normale dans le moyen tiers.

Les scientifiques considèrent également que l'Oscillation Australe El Nino (ENSO) sera une phase neutre dont la durée est prévue jusqu'au début 2013.

El Nino est une condition météorologique qui commence par le réchauffement des eaux de l'Océan Pacifique Ouest et qui éventuellement affecte le climat global.

Les événements de réchauffement naturel altèrent les tendances climatiques partout dans le monde, généralement en causant des sécheresses en Afrique Australe ou en contribuant à leur sévérité.

Les prévisions régionales fournissent une première hypothèse du processus de prévision saisonnière qui ensuite

requiert une révision localisée par les départements nationaux de météorologie avant qu'elle ne soit finalisée.

Il est donc fortement recommandé aux usagers de contacter les Services Nationaux de Météorologie et Hydrologie pour interprétation de ce qui signifierait normal à supérieur à la normale en terme de quantité pluviométrique, quand planter, les mises à jour et autres conseils supplémentaires.

Elle est également pertinente uniquement pour les périodes saisonnières et les zones relativement vastes et, peut ne pas complètement expliquer tous les facteurs qui influencent les fluctuations climatiques régionales et nationales, telles que les variations locales et mensuelles. □



La SADC s'oppose à l'embargo contre le tabac

LES PAYS de l'Afrique Australe ont été incités à s'opposer à la Convention Cadre de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sur le Contrôle du Tabac.

L'Association des Chambres de Commerce et de l'Industrie de la SADC (ASCCI) déclare que la CCOTC-OMS n'a pas complètement pris en considération le bien-être des communautés agricoles dans les pays producteurs de tabac.

Les Articles 17 et 18 de la CCOTC-OMS, qui traite de la culture du tabac, cherche à forcer les agriculteurs à remplacer la culture du tabac par d'autres

produits agricoles tels que les cultures vivrières, quelque soit le statut de demande du tabac.

D'autres mesures proposées par la CCOTC-OMS incluent la réduction de la zone allouée à la culture du tabac, un embargo sur l'assistance financière et technique pour les cultivateurs de tabac, et le démantèlement de tous les organes connectés aux producteurs de tabac avec les gouvernements.

Oswell Binha, Président de l'ASCCI a expliqué que l'Afrique Australe ne peut minimiser l'importance de la culture du tabac pour la région.

"Des millions de personnes dans la région de la SADC tirent leur

subsistance de la culture du tabac... toutes directives de transition des agriculteurs pour arrêter l'exploitation du tabac doivent être soutenues par des évidences scientifiquement prouvées ainsi que des consultations directes avec les exploitants agricoles qui seront les plus affectés.

"De plus, nous croyons que les tentatives d'imposer des mesures ou des valeurs fixes sur les taxes pour tous les pays menacent le droit souverain des pays d'instaurer et collecter des taxes conformément à leurs besoins et intérêts nationaux," expliqua Binha.

Selon une étude récente par l'Institut du Tabac de la Région Australe, le tabac est un contributeur important pour la majorité des économies de la région, avec environ 1,1 million d'acres dédié à la production de tabac. Le secteur emploie près de quatre million de personnes dans la région.

Tous les États Membres de la SADC sont adhérents à la CCOTC-OMS, excepté le Malawi et le Zimbabwe. □



Madagascar

Vers la paix et la stabilité

LES DEUX principaux rivaux politiques à Madagascar ont résolu de ne pas se présenter aux élections présidentielles de mai suite à la pression régionale et internationale de donner à la nation insulaire un nouveau souffle après quatre ans de crise constitutionnelle.

Andry Rajoelina, Président de la Transition à Madagascar, et l'ancien président Marc Ravalomanana ont tous deux déclaré qu'ils ne se présenteraient pas aux prochaines élections présidentielles.

Ceci suite à la pression de la SADC et de l'Union Africaine pour que les deux rivaux s'écartent dans le but d'empêcher toute répétition du chaos qui a émergé du coup de 2009 qui a vu Rajoelina prendre le pouvoir.

"Je ne me présenterai pas aux élections présidentielles. Je préfère me sacrifier plutôt que de sacrifier 22 million de malgaches. Nous voulons la

paix," déclare Rajoelina dans un discours en janvier.

Ravalomanana a annoncé en décembre 2012 qu'il ne se représenterait pas, déclarant qu'il souhaite que le pays se reconstruise.

La Troïka des Organes de la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, réunie lors d'un sommet extraordinaire dans la République Unie de la Tanzanie en décembre 2012, a accueilli la décision par Rajoelina et Ravalomanana de ne pas contester aux élections" marche à suivre pour résoudre cette crise."

La Troïka a également proposé que l'administration de Rajoelina vote une loi d'amnistie afin de permettre à Ravalomanana de revenir au pays avant les élections.

L'ancien président a été condamné à la prison à vie avec travaux forcés en 2010

pour son rôle dans les décès d'environ 30 manifestants durant les manifestations qui ont mené à sa destitution inconstitutionnelle.

Madagascar a dérivé dans des troubles politiques en mars 2009 lorsque le leader de l'opposition Rajoelina a saisi le pouvoir des rennes de Ravalomanana dans une démonstration publique soutenue par l'armée.

Le coup était similaire à la méthode utilisée par Ravalomanana lorsqu'il s'accaparait du pouvoir quelques années plus tôt au détriment de son prédécesseur, Didier Ratsiraka.

Les efforts de médiation menés par la SADC ont vu les deux dirigeants, avec le concours de deux autres anciens présidents malgaches y compris Ratsiraka, se mettre d'accord pour instaurer un gouvernement transitionnel afin de gouverner le pays jusqu'à la tenue de nouvelles élections. □



Organe Troïka de la SADC - Déclaration sur Madagascar

RAPPELANT TOUTES les décisions prises par les Sommets SADC des Chefs d'États et de Gouvernement sur la situation politique de Madagascar; Reconnaissant le besoin de préserver les intérêts du peuple malgache; Réaffirmant:

- (i) Que la Feuille de route demeure le seul mécanisme viable pour stopper la crise à Madagascar;
- (ii) Renforçant notre engagement à aider le peuple malgache pour mettre fin à la crise politique à Madagascar et retourner le pays à sa normalité constitutionnelle;
- (iii) La nécessité de respecter le calendrier électoral tel qu'adopté par la Commission Électorale Nationale Indépendante de la Transition (CENIT) et les Nations Unies (NU).

Nous, Présidents Jakaya Mrisho Kikwete (de la République Unie de Tanzanie), Hifikepunye Pohamba (de la République de Namibie), et Jacob Gedleyihlekisa Zuma (de la République d'Afrique du Sud) de l'Organe Troïka de la SADC et le Président Armando Emilio Guebuza, (de la République de Mozambique), Président de SADC, décide par la présente déclaration ce qui suit:

1. Accueillons et félicitons l'initiative de S.E Andry Rajoelina, Président de la Transition à Madagascar et S.E. Marc Ravalomanana, ancien Président de Madagascar du fait qu'ils ne se présenteront pas aux prochaines élections Présidentielles et Parlementaires;
2. Exhortons le peuple malgaché à promouvoir l'esprit de réconciliation, paix et stabilité et de s'abstenir de tout acte de déstabilisation dans le pays;

3. Exhortons également les participants politiques malgaches à assumer leur responsabilité de délivrer pacifiquement Madagascar de la crise;

4. Réitérons que les Membres du Gouvernement devront démissionner soixante (60) jours avant la date des élections, s'ils prennent la décision de se présenter aux élections législatives et/ou présidentielles tel que mentionné dans l'Article 14 de la Feuille de route;

5. Réitérons également que "le Président, le Gouvernement, les Responsables d'Institutions et la totalité de la machinerie administrative de la Transition devraient demeurer neutre durant la période de transition, en particulier dans le processus électoral" (Article 15 de la Feuille de route);

6. Sommes favorables à l'approbation par la SADC du calendrier électoral des Élections Présidentielles et Parlementaires prévues de mai à juillet 2013;

7. Demandons au Parlement Malgache de Transition de voter la législation à accorder une amnistie compréhensive à S.E. Andry Rajoelina, Président de la Transition à Madagascar et S.E. Marc Ravalomanana, ancien Président de Madagascar. Cette amnistie devrait également s'étendre aux forces de sécurités;

8. Exhortons le Parlement Malgache de Transition à promulguer une législation sur le statut des anciens Présidents Malgaches. Cette législation devrait inclure des privilèges et immunités pertinents;

9. Les dirigeants de la SADC et le Médiateur SADC pour Madagascar continueront à être saisis de cette affaire.

Fait à Dar es Salaam, République Unie de Tanzanie, 10 janvier 2013 □





La SADC promet des troupes à la RDC

LES CHEFS d'État et de Gouvernement demandent une résolution pacifique et durable du conflit dans la partie orientale de la République Démocratique du Congo et ont promis de contribuer des troupes à déployer dans cet objectif.

Le conflit dans l'est de la RDC est un obstacle majeur à l'intégration régionale et au développement qui impacte tous les pays de l'Afrique Australe, par conséquent les dirigeants de la SADC ont décidé que des efforts collectifs sont nécessaires afin d'aborder la situation.

Neuf états membres de la SADC ont convenu de contribuer des troupes aux Forces Internationales Neutres (FIN) – Angola, Lesotho, Malawi, Île Maurice, Namibie, Afrique du Sud, République Unie de la Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

L'Afrique du Sud a offert de fournir un soutien logistique aux FIN, tandis que la Tanzanie a offert de fournir un Commandant en Chef.

D'autres contributions par les États Membres ou la communauté internationale aux FIN sont encore à annoncer, et dès que toutes les logistiques seront clarifiées, la SADC est supposée déployer ses forces à l'est de la RDC.

Le Sommet Extraordinaire de la SADC des Chefs d'États et de Gouvernement, réuni à Maputo, Mozambique en début février, explique que le déploiement des troupes dans la partie est de la RDC devrait être effectué en étroite collaboration avec la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL).

Cinq états membres de la SADC sont également membres de la CIRGL, y compris la RDC, ainsi que l'Angola, le Malawi, la Tanzanie et la Zambie.

Le Sommet Extraordinaire de la SADC a exhorté l'Union Africaine et la SADC/CIRGL "à urgemment engager les Nations Unies sur le déploiement des FIN à l'est de la RDC," et a félicité le

Secrétaire Général de l'ONU pour la proposition de Structure pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la partie orientale de la RDC et la Région.

Il est attendu des FIN qu'elles maintiennent et préservent la paix, et garantissent que la déstabilisation ne s'étende pas à d'autres parties du pays et de la région.

Selon le Président Tanzanien, Jakaya Kikwete, qui préside la Troïka de l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, il reste encore à déterminer la portion actuelle de la contribution de chaque pays qui s'est engagé "puisqu'il y a des aspects encore sous discussion en particulier qui fera quoi en RDC. Ceux-ci incluent des aspects tels que la logistique."

Le Sommet de l'Organe de la Troïka tenu à Dar es Salaam, Tanzanie, en janvier, auquel le président de la SADC a également assisté, accueille "le soutien de l'ONU pour le déploiement des FIN par le biais de la proposition du Concept Cadre de l'ONU pour une Brigade d'Intervention dans la partie est de la RDC et a exprimé

sa bonne volonté à travailler avec l'ONU."

Le Sommet de la Troïka a réitéré son appel pour l'"attention urgente à la gravité de la situation humanitaire dans la partie est de la RDC."

Le Président sud-africain Jacob Zuma, qui est un membre de la Troïka de l'Organe SADC déclare, "une partie de la raison pour laquelle nous devrions avoir les Force Internationale Neutre est pour empêcher que ces forces extérieures n'envahissent la RDC et n'y causent des troubles."

L'année dernière, les dirigeants de la SADC ont officiellement accusé le Rwanda de soutenir les rebelles et le Président de la SADC, Président Armando Guebuza du Mozambique, s'est rendu au Rwanda pour discussions avec le Président Paul Kagame.

Au début de l'année dernière, la RDC a dérivé dans les troubles politiques qui ont culminé en novembre lorsque les rebelles anti-gouvernement s'identifiant comme le "Mouvement du 23 mars" ont envahi et saisi la ville de Goma,



causant le déplacement de personnes et la perte de vies et de propriété.

Les rebelles ont depuis menacé d'envahir Kinshasa, la capitale du vaste pays riche en minerais.

La SADC a demandé la cessation des hostilités, et a exigé une résolution pacifique et durable du conflit, insistant qu'il peut être résolu à travers un dialogue collectif.

Les dirigeants de la SADC réunis au Sommet l'année dernière en août 2012 ont noté que les perturbations en RDC sont perpétrées par des groupes rebelles avec l'assistance du Rwanda et a exhorté ce pays à cesser immédiatement son interférence "qui constitue une menace pour la paix et la stabilité, non seulement de la RDC, mais également de la région SADC." □

L'ONU approuve les Forces de maintien de la paix en RDC



LES NATIONS unies contemplent le soutien pour le déploiement d'une force de maintien de la paix pour la République Démocratique du Congo.

Herve Ladsous, chef des forces ONU de maintien de la paix, annonce qu'un accord pour déployer une brigade d'intervention devrait être bientôt signé, ajoutant que les forces devront être envoyées à l'est de la RDC afin de "neutraliser" les milices armées.

Il explique que des hélicoptères et des "drones" devraient être utilisés pour



maintenir la paix et la stabilité dans le pays, et ce malgré le fait que les pays voisins y compris le Rwanda ont rejeté l'usage des avions de surveillance électronique appelés drones.

L'ONU souhaite utiliser les drones, développés et fabriqués aux États Unis pour la

surveillance dans plusieurs parties du monde, afin de superviser la zone frontalière riche en minerais à l'est de la RDC, où le Rwanda a été accusé d'aider les rebelles opposants au gouvernement.

La brigade ONU de maintien de la paix fonctionnerait sous le mandat de la mission MONUSCO déployée ailleurs dans la RDC.

La RDC est déjà la plus grosse mission ONU de maintien de la paix, avec plus de 17 000 troupes. Mais les forces sont dispersées dans le vaste pays et l'ONU a pour ordres de réduire les dépenses. □

LES NATIONS unies ont déclaré 2014-2024 Décennie de l'Énergie Durable pour Tous afin de souligner l'importance du problème d'énergie dans le programme de développement post-2015.

Dans la résolution faite le 21 décembre 2012, l'Assemblée Générale de l'ONU a mis les états membres en demeure de galvaniser les efforts pour donner priorité à l'accès universel aux services d'énergie moderne durable, notant qu'environ 1,3 milliard de personnes de par le monde vivent sans électricité et que 2,6 milliard de plus dans les pays en voie de développement comptent sur la biomasse traditionnelle pour cuisiner et se chauffer.

Elle a exprimé son inquiétude sur le fait que même lorsque les services d'électricité sont disponibles, des millions de personnes sont incapables de payer.

La résolution a mis en avant la nécessité d'améliorer l'accès à des services d'électricité et à des ressources fiables, abordables, économiquement viables, socialement acceptables et environnementalement saines pour le développement durable.

À cette fin, l'Assemblée Générale a également mis l'accent sur l'importance d'améliorer l'efficacité énergétique, en augmentant la portion de l'énergie renouvelable et de technologies non-polluantes.

Dans cette résolution, l'Assemblée Générale a exhorté les gouvernements ainsi que les organisations internationales et régionales appropriées et d'autres parties prenantes pertinentes pour combiner, comme approprié, l'usage accru de ressources nouvelles et renouvelables, un usage plus efficace de l'électricité, une plus grande fiabilité des technologies avancées de l'énergie, y compris des technologies de combustible fossile non-polluant, et l'usage durable de ressources d'énergie traditionnelles, pour satisfaire au besoin des services d'électricité.

La déclaration de la décennie fait fond sur l'intérêt croissant des États Membres pour les problèmes de l'énergie. La Résolution 65/15 1de l'Assemblée Générale a déclaré 2012 "Année Internationale de l'Énergie Durable pour Tous" et ont fait appel au Secrétaire-Général pour organiser et coordonner les activités durant l'année dans le but d'accroître la prise de conscience sur l'importance d'aborder les problèmes d'énergie.

En réponse, le Secrétaire-Général de l'ONU, Ban ki-Moon a lancé l'Initiative de l'Énergie Durable pour Tous, qui a rassemblé les parties prenantes du gouvernement, du secteur privé et de la société civile.

L'initiative est menée par Kandeh Yumkella de Sierra Leone, qui est également le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO) et président de ONU Énergie.

Le but de l'initiative est de mobiliser des actions pour la provision de l'accès universel à l'énergie; doublant le taux d'amélioration dans l'efficacité de l'énergie



2014-2024

Décennie pour l'Énergie Durable

globale; et doublant le partage de l'énergie renouvelable dans l'éventail d'énergie globale.

Selon Yumkella, l'énergie durable pour tous est essentielle pour accomplir les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et pour découvrir de nouvelles opportunités pour l'expansion et la prospérité dans tous les pays.

"Elle est également centrale aux discussions figurant sur le programme de développement post-2015 et aux nouveaux objectifs de développement proposés," dit-il.

Inclu dans l'initiative, l'ONU a lancé la Consultation Globale sur l'Énergie qui vise à explorer la raison pour laquelle l'énergie importe tant dans le programme de développement post-2015 et identifie les questions prioritaires clés.

Son objectif est d'inviter une large éventail de parties prenantes pour édifier une vision commune des obstacles futurs de l'énergie dans le monde et la nécessité d'intégrer l'énergie dans le programme de développement post-2015.

L'effort est partie intégrante d'une conversation globale plus large comprenant plus de 50 consultations nationales et 11 consultations thématiques, dont l'une porte sur l'énergie.

La consultation prend place sur une plateforme basée sur le web et lors de divers événements universels en face-à-face.

Les résultats seront partagés et intégrés dans le développement cadre post-2015 et autres processus relatifs vers 2015 lorsqu'il est prévu que le programme actuel guidé par les ODMs arrive à sa fin.

Programme de développement Post-2015

Les huit ODMs – qui couvre la réduction de moitié de l'extrême pauvreté à l'interruption de la propagation du VIH et SIDA, et à fournir une éducation primaire universelle – ont été un événement marquant dans les efforts de développement global et national depuis 2000.

La structure a aidé à galvaniser les efforts de développement et à guider les priorités de développement global and national.





le pour tous

Alors que trois des huit objectifs ont pu être achevés avant la date butoire finale de 2015 les progrès ont été inégaux dans et à travers les pays.

Des efforts plus approfondis et un partenariat global solide pour le développement sont, cependant, nécessaires pour accélérer les progrès et atteindre les objectifs d'ici 2015.

Suite à l'impact de la Conférence Rio+20 sur le Développement Durable, qui a initié un processus intergouvernemental inclusif afin de préparer une série d'objectifs de développement durable, l'accord général est qu'il existe des liens étroits entre les deux processus et les programmes.

L'accès à l'énergie est largement considéré comme ODM "manquant" et le débat parmi les experts du développement est que la réduction de la pauvreté et la condition générale globale socio-économiques devrait s'améliorer si l'énergie est identifiée en tant que neuvième ODM.

Les experts en développement argumentent que l'échec à reconnaître le rôle central de l'énergie dans la liste originale des ODMs a eu un impact sur la manière dont le monde réagit aux problèmes de développement durable et de réduction de la pauvreté.

L'énergie affecte tous les aspects du développement – social, économique, et environnemental, y compris les moyens de subsistance, l'accès à l'eau, la productivité agricole, l'hygiène, les niveaux de la population, l'éducation, et les questions relatives à la problématique des sexes.

Par exemple, la majorité des peuples en Afrique Australe compte encore sur les sources d'énergie traditionnelles telles que le bois, ou autre biomasse telle que les résidus de produits agricoles, qui est le combustible dominant pour cuire les aliments. Ceci au détriment de l'environnement puisque les familles continuent d'abattre des arbres pour le précieux combustible.

Par conséquent, parvenir à l'auto-suffisance en énergie serait un avantage pour améliorer les chances de la SADC dans l'accomplissement des ODMs, créant des opportunités pour les peuples de sortir du piège de la pauvreté.

Initiatives régionales

Afin d'améliorer l'accès à l'électricité, l'Afrique Australe s'est embarquée dans un programme pour d'ici 2027 augmenter la disponibilité des diverses sources d'électricité à un coût total de plus de US\$200 milliard.

Le Plan du Secteur de l'Énergie récemment annoncé, partie intégrale d'un plan directeur plus vaste sur l'infrastructure régionale approuvée en 2012, aborde quatre objectifs stratégiques clés, notamment garantir la sécurité de l'électricité, améliorer l'accès aux services modernes pour provision d'électricité, en puisant dans les abondantes ressources en électricité, et pour parvenir à un investissement financier et à la durabilité environnementale.

Le plan identifie des projets d'infrastructure "agressifs" qui incluent la génération planifiée d'électricité et les projets de transmission; raffineries, installations de stockage et pipelines pour le pétrole et le gaz; et les installations de transport pour la distribution de charbon et d'exports.

En ce qui concerne le sous-secteur de l'électricité, le plan directeur a identifié 73 projets de production d'énergie pour augmenter la production actuelle de 56 000 megawatts (MW) et surpasser la demande anticipée de 96 000 MW d'ici 2027.

En plus des projets d'infrastructure "agressifs", le plan directeur a également identifié 16 problèmes "légers" d'infrastructure qui doivent être abordés avant que la région ne puisse parvenir à l'auto-suffisance dans les sous-secteurs de l'électricité.

Ceci inclut des politiques harmonisées et une augmentation de la coopération dans le développement et les transactions en électricité. □

La Zambie et la BAD signe un accord de prêt sur l'électricité

LA ZAMBIE et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont signé un accord de prêt d'un montant de US\$55 million pour la construction de la station hydroélectrique et la ligne de transmission d'Itezhi-Tezhi.

L'accord fut signé par le Ministre des Finances zambien, Alexander Chikwanda et Freddie Kwesiga - représentant national de la BAD.

Le projet impliquera la construction et l'opération d'une centrale hydroélectrique de 120-megawatt (MW) au barrage d'Itezhi-Tezhi le long de la rivière Kafue.

Une fois terminé, ce projet augmentera sensiblement l'approvisionnement en électricité de la Zambie et de la région. La production actuelle de la Zambie produit 1 800MW qu'elle partage avec le reste de la région par le biais du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe. □

Le Mozambique obtient un prêt de US\$65 million pour la réhabilitation de centrale électrique

LE MOZAMBIQUE est supposé relancer sa production d'électricité après que le service publique national d'électricité, Electricidade de Moçambique (EDM) ait obtenu un prêt de la France pour la réhabilitation de deux centrales électriques.

Le Mozambique obtiendra un prêt de 50 million d'Euros afin de réhabiliter les centrales électrique de Mavuzi et Chicamba dans la province centrale du Manica, sous un accord signé en octobre avec l'Agence Française de Développement.

Le projet de réhabilitation devrait augmenter de 50 pourcent la capacité de production des deux centrales électriques afin que Mavuzi produise 52 megawatts (MW) alors que Chicamba générera 38MW.

Les deux stations appartiennent à l'EDM et sont toutes deux situées sur la Rivière Revue. □

Quatre Congrès: des processus différents, c

par Phyllis Johnson

QUATRES DES principaux partis politiques en Afrique Australe ont tenu un congrès pendant le dernier trimestre de 2012, anciens mouvements de libération qui sont les partis dirigeants des quatre États Membres de la SADC.

Les dirigeants de l'ensemble de ces quatre partis politiques sont des Chefs d'États et des membres de comité directeur dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

Bien que plusieurs préoccupations politiques soient similaires, leurs processus politiques offrent différents aspects de pratiques efficaces.

Les congrès de partis ont eu lieu au Mozambique à la fin de septembre, en Tanzanie en début novembre, en Namibie fin novembre et en Afrique du Sud à la mi-décembre.

Ces partis politiques bien établis ont des thèmes et des problèmes politiques communs sur le développement et l'habilitation économique, mais des systèmes différents quant à la structure politique et à la transition de direction.

Tous ont été confrontés à des difficultés de transition de direction en particulier la première transition après l'accomplissement de leur objectif d'indépendance nationale, et certains possèdent des solutions définies.

Tous auront des élections en 2014-2015, et ont tenu des Congrès définis bien avant ces dates.

NAMIBIE

Le 5^{ème} Congrès du Parti SWAPO à Windhoek, Namibie a présenté un processus politique ferme qui a évolué depuis l'indépendance en 1990.

Avec le thème "Vers l'Équité et l'Émancipation Économique", le Congrès a examiné 13 textes politiques peaufinés lors d'une conférence politique trois mois auparavant sur une série de questions de développement. Le congrès SWAPO a résolu de renforcer les mécanismes d'exécution.

L'aspect le plus anticipé du 5^{ème} Congrès du Parti SWAPO tel que stipulé dans la déclaration de clôture fut l'élection de la direction du parti. Président Hifikepunye Pohamba, actuellement membre de l'Organe SADC de la Troïka, fut élu à l'unanimité pour un deuxième mandat 2013-2017 en qualité de leader de parti.

Cela signifie qu'il demeurera leader de parti après s'être retiré en tant que Chef d'État en 2015, à la suite des prochaines élections nationales de l'année précédente.

Par conséquent, le conteste pour la direction n'était pas au niveau supérieur mais au niveau suivant, pour le vice président, le secrétaire général et l'adjoint. Le vainqueur qui



émergea de cette campagne hautement contestée en qualité de Vice-Président du Parti SWAPO fut Dr Hage Geingob, Ministre du Commerce et de l'Industrie, et ancien premier ministre.

Geingob a été nommé premier Ministre lors d'un remaniement ministériel annoncé immédiatement après le Congrès. Il sera le candidat pour le poste de Président aux élections de 2014.

Ainsi la décision est prise deux ans avant les élections, ce qui évite les divisions durant la période électorale. Le concours a eu lieu, non pas au niveau supérieur, mais au deuxième niveau, sans aucun impact sur le Chef d'État ou la stabilité nationale.

Le Président du parti fait appel à tous les candidats d'accepter les résultats des élections étroitement contestées, et d'éviter une répétition de la précédente course au pouvoir lorsque le candidat perdant a démissionné pour former son propre parti.

C'est la seconde transition de leadership, après la lutte acharnée de la première, lourde d'allégations dans lesquelles le perdant refuse d'accepter les résultats.

Lors du Congrès précédent, lorsque le Président fondateur, Sam Nujoma, s'est retiré, le parti a décidé de lui conférer le titre de "Leader de la Révolution Namibienne" avec une invitation ouverte pour assister à toutes les réunions du parti.

MOZAMBIQUE

Le Mozambique a été confronté à certains des mêmes obstacles au 10^{ème} Congrès du Parti Frelimo, tenu dans la province Cabo Delgado. Président Armando Emilio Guebuza, leader du parti, est le Chef d'État et le président actuel de la SADC.

Les principaux problèmes politiques sont contenus dans le Programme National pour la Lutte contre la Pauvreté. Le résultat principal était les élections de la nouvelle direction du parti par le biais d'un système de quota électoral inclusif unique au Frelimo, appelé "continuité avec renouveau", dans lequel il y a des listes séparées de candidats femmes et hommes, votées par tous les délégués.

Les documents complexes du scrutin pour le Comité Central a cinq sections: ceux qui visent la ré-élection, les nouveaux venus, les jeunes candidats de moins de 35 ans, les domaines économiques et sociaux, et les vétérans de la lutte de libération. Chaque section a un quota de candidats hommes et de femmes, et les enfants de vétérans sont considérés vétérans pour cet objectif.

La Commission Politique possède 14 membres élus plus trois membres ex-officio qui



Perspectives similaires, des pratiques efficaces

sont le président, le secrétaire-général et le secrétaire de la commission de vérification.

Les 14 membres de la direction supérieure du parti sont élus dans deux catégories: 60 pourcent de continuité (ceux cherchant la ré-élection) et 40 pourcent de renouvelé (nouveaux venus). Pour continuité, il y a huit places – quatre hommes et quatre femmes. Pour les six sièges restant, pour le renouvelé, quatre sont réservés pour les hommes et deux pour les femmes.

Ceci a donné une représentation variée largement inclusive des divers secteurs et groupes d'intérêt, y compris 35 pourcent de femmes. Le parti Frelimo possède trois ailes séparées pour les femmes, les jeunes, et les vétérans de guerre.

Guebuza fut ré-élu par une écrasante majorité en tant que leader de parti avec 97,3 pourcent des votes.

Le plus grand changement fut celui du premier ministre et son prédécesseur, tout deux perdant leurs sièges sur la Commission Politique. Le gouvernement a été immédiatement remanié à la suite du Congrès, avec un jeune homme, nouveau venu à la Commission nommé Premier Ministre.

Guebuza exerce son second et dernier terme en tant que Chef d'Etat mais peut rester en tant que Président du parti, comme son prédécesseur avant lui, et donc le parti et le gouvernement auront probablement une direction supérieure différente à la suite des prochaines élections nationales durant le dernier trimestre de 2014.

Les structures du Frelimo n'incluent pas une ligne directe de succession à la présidence. Bien que le premier ministre soit souvent vu comme successeur potentiel, à ce jour cela n'a pas été le cas. Le candidat présidentiel sera étroitement sélectionné à la période des élections.

RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE

Plus loin au nord, dans la République Unie de Tanzanie, où Jakaya Kikwete est le Chef d'Etat, et président en fonction de la Troïka SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, le parti dirigeant Chama Cha Mapinduzi (CCM) a tenu son 8ième congrès national.

Kikwete a été ré-élu en tant que président national du parti CCM qui est l'instrument de l'indépendance nationale sous son nom précédent, Union Nationale du Tanganyika Africain, et son père fondateur, Mwalimu Julius Nyerere.

La République Unie de Tanzanie est le résultat de l'union de la zone continentale (Tanganyika) et Zanzibar en 1964, et les structures du parti CCM reflète également cette union.



Le congrès 2012 voit le retour de cadres expérimentés considéré comme durs au travail et incorruptibles, et qui ont auparavant servi le parti dans des positions supérieures.

Celles-ci incluent les trois premières positions après le président, c'est-à-dire, les deux vice présidents pour la partie continentale et Zanzibar, et le secrétaire-général. L'ensemble des trois postes sont tenus par des hommes mais une femme de calibre supérieur et très en vue fut élue pour le nouveau poste de secrétaire-général pour les relations étrangères.

Le CCM n'a également pas de structure spécifique pour la succession et Kikwete demeurera à la tête du parti au delà des prochaines élections nationales en octobre 2015 pour continuité, tout comme ses prédécesseurs. Le candidat présidentiel pour les prochaines élections nationales sera choisi en temps et heure, probablement durant la première moitié de 2015.

AFRIQUE DU SUD

Le dernier des congrès du parti au pouvoir en 2012 fut le Congrès National Africain (ANC) de l'Afrique du Sud en décembre, lorsque Président Jacob Zuma a relevé un défi venant de son adjoint, qui se trouve être le président adjoint du pays.

Le congrès a marqué 100 ans depuis la formation de l'ANC en 1912 dans la même ville, Mangaung, avec la ré-élection de la majorité de la direction du parti, excepté pour le président adjoint Kgalema Motlanthe qui fut remplacé par un entrepreneur de renom. La présidence du parti restera au main d'une femme.

Le débat pré-congrès portait plus sur la direction et la représentation que les problèmes importants contraignant le parti, avec dans certaines provinces des menaces de procès par rapport au processus de sélection des délégués au congrès.

À la suite d'un débat très médiatisé à propos de la "liste provisoire" des candidats en position de leadership, le secrétaire-général a réfuté l'accusation que l'ANC "détermine" la direction, expliquant que le lobbying fait partie du processus démocratique.

Président Zuma termine son premier mandat en tant que Chef d'Etat et est membre de la Troïka SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité. Il se présentera pour ré-élection au poste de Président de l'Afrique du Sud au début 2014.

Dans sa brève histoire au gouvernement, le président adjoint de l'ANC a réussi dans le haut poste au parti et au gouvernement, mais il n'est pas encore clair si ce sera le cas aux élections de 2019, période à laquelle Zuma aurait terminé son second mandat, puisqu'il y aura un autre congrès du parti avant ce délai. □



ÉLECTIONS



Constitution
2013

Referendum 16 mars

Nouvelle Constitution Préliminaire pour le Zimbabwe

L'ACHÈVEMENT d'un processus consultatif sur une nouvelle Constitution pour le Zimbabwe libère la voie pour un referendum le 16 mars, suivi plus tard par des élections.

"Tous les partis sont d'accord. Nous nous sommes finalement mis d'accord sur la finalisation de la Constitution préliminaire," annonce Président Robert Mugabe lors d'une conférence de presse en début février, durant laquelle les deux autres principaux à l'Accord Politique Global (GPA) étaient présents – Premier Ministre Morgan Tsvangirai et Premier Ministre Adjoint Arthur Mutambara.

Conformément au GPA signé en 2008, la finalisation du processus de rédaction de la constitution pave la voie pour la tenue des élections générales.

Cependant, avant cela le pays est supposé organiser un referendum pour accepter ou rejeter la nouvelle Constitution, qui remplace la Constitution de

Lancaster rédigée par les Britanniques qui fut mise en vigueur lors de l'Indépendance en 1980. Le referendum a été fixé pour le 16 mars.

Les principaux partis politiques – Zanu-PF et les deux formations MDC – ont commencé la campagne en exhortant leurs membres à voter "Oui" au referendum.

Par la suite, le Zimbabwe devra tenir des élections présidentielles, parlementaires et de gouvernement local. La date sera annoncée après le referendum, mais les élections sont attendues pour cette année. Sous la Constitution, la durée du Parlement expire le 29 juin.

Les derniers scrutins du Zimbabwe étaient en 2008, lorsque l'opposition a marginalement gagné plus de siège au Parlement tandis que Zanu-PF a remporté le vote populaire et la Présidence.

Les élections contestées ont eu pour résultats le GPA, un



accord négocié par la SADC pour un gouvernement inclusif impliquant Mugabe, Tsvangirai et Mutambara, mis en vigueur en février 2009.

Conformément au GPA, Président Mugabe du Zanu-PF demeura Chef d'État, tandis que Tsvangirai du MDC-Tsvangirai (MDC-T) devint Premier Ministre et Mutambara du MDC, Premier Ministre Adjoint.

Un cabinet composé de 15 ministres du ZANU-PF, 13 du MDC-T et 3 du MDC fut également assermenté.

Un composant essentiel du GPA fut l'élimination des sanctions contre le Zimbabwe appliquées par l'Union

Européenne sur l'insistance du Royaume Uni et les sanctions complètes approuvées par le Congrès des USA, cependant rien n'a été encore fait et le délai des processus dans ces pays semble être incapable de faciliter la levée des sanctions avant les élections.

Tous les États Membres de la SADC ont mené des campagnes actives pour l'élimination de ces sanctions, lors de rallies publics et durant des discussions privées. Zanu-PF a organisé une pétition avec les signatures de plus de deux millions de Zimbabweens exigeant la levée des sanctions. □

Points culminants de la Constitution Provisoire du Zimbabwe

- Le pouvoir exécutif est confié au Président, qui est le Chef d'État et du Gouvernement et Commandant-en-Chef des Forces de Défense. Une clause prévoit pour deux vice-présidents.
- Le Parlement est composé de l'Assemblée Nationale et du Sénat.
- L'Assemblée Nationale compte 210 membres élus par scrutin secret à partir de circonscription de 210 membre-unique. De plus, pour les deux premiers parlements après l'adoption de la nouvelle Constitution, 60 femmes membres seront élus par représentation proportionnelle, avec six des 10 provinces basées sur les votes pour les candidats représentant les partis politiques dans la circonscription d'élections par province.
- Le Sénat comptera 80 membres, six élus à partir de chaque province par le biais d'un système de représentation proportionnelle, basée sur les votes aux candidats représentant les partis politiques aux élections de l'Assemblée Nationale et sélectionnés à partir des listes "dans lesquelles les candidats hommes et femmes sont énumérés alternativement, toute liste ayant à sa tête une candidate." Le reste des sièges seront occupés par 18 chefs traditionnels – le Président et le Député du Conseil des Chefs, plus deux de chacune des huit provinces non-métropolitaines

élus par l'assemblée provinciale des chefs. Deux sièges du Sénat sont réservés aux représentants des personnes handicapées, avec une méthode d'élection à définir dans le cadre de la loi électorale.

- Les droits de citoyen ont été élargis au moyen d'un chapitre plus large sur la Déclaration des Droits. Les droits fournis sont les droits à la vie, au travail, à l'éducation, à l'eau, à un domicile, aux droits environnementaux, à la liberté d'expression et aux media, et au mariage excepté pour les mariages de même sexe.
- La Constitution provisoire reconnaît 16 langues officielles – chewa, chibarwe, anglais, kalanga, koisana, nambya, ndau, ndebele, shangani, shona, et langage des signes, sotho, tonga, tswana, venda et xhosa. Auparavant seules trois langues étaient reconnues – anglais, ndebele et shona.
- Le Préambule exalte "la bravoure des hommes et des femmes qui ont sacrifié leurs vies durant les luttes de libération nationale", reconnaît la richesse des ressources naturelles, et célèbre le dynamisme des traditions et cultures. Les vétérans des luttes pour la libération y compris ceux qui les ont soutenu et ceux qui étaient emprisonnés, détenus ou restraints, doivent être respectés et économiquement habilités. □



D'intention déclarée à l'actuelle mise en application Protocole SADC sur la parité des sexes entre en vigueur

SUITE À la ratification de l'instrument par les deux-tiers requis des États Membres, le Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement est entré en vigueur.

Selon un communiqué émis après la réunion annuelle des ministres responsables de la parité des sexes et de la condition féminine dans la région SADC, tenue au Mozambique à la mi-février, 10 États Membres ont ratifié le protocole.

Ce sont notamment l'Angola, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, Les Seychelles, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la République Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

La Constitution provisoire du Zimbabwe propose l'égalité des sexes à 50:50

LE ZIMBABWE est le premier État Membre de la SADC à proposer une loi garantissant 50 pourcent de représentation de femmes et d'hommes au Parlement et autres organes du gouvernement. Conformément à une Constitution provisoire développée par la Commission de Sélection de la Constitution Parlementaire (COPAC), le gouvernement doit promouvoir un équilibre complet des sexes dans la société zimbabwéenne.

La Constitution provisoire propose l'introduction d'un système de quota pour les femmes au Parlement, en réservant six sièges supplémentaires aux femmes parlementaires, six chacune, élues au moyen d'un système de représentation proportionnelle pour les 10 provinces. La Constitution provisoire propose également l'établissement d'une Commission sur la Parité des Sexes dont les fonctions incluront les questions de supervision concernant la parité des sexes. □

"Les délégués de la réunion applaudissent les efforts des États Membres pour avoir soumis les instruments de ratification qui ont subséquemment mené à son entrée en vigueur," déclare le communiqué.

Les délégués ont ré-itéré l'importance d'assurer une exécution effective du Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement. Ceci requiert la domestication du Protocole en loi nationale.

Le processus d'approbation d'un instrument juridique régional requiert tout d'abord la signature, puis la ratification, un processus qui diffère de pays à pays.

Le protocole "entre en vigueur" à la suite de la ratification par les deux-tiers des États Membres de la SADC. Ceci favorise la progression de la loi régionale d'intention déclarée à son actuelle mise en application.

Les objectifs du Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement sont d'habiliter les femmes, d'éliminer la discrimination, et de parvenir à la qualité et l'équité des sexes au moyen de législation, politique, programmes et projets favorables à la parité des sexes.

Les objectifs incluent entre autres, l'accomplissement de 50 pourcent de représentation des femmes et des hommes en politique et en position décisionnaire d'ici 2015, conformément à la décision prise par les Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC et l'Union Africaine.

Les ministres ont également approuvé la proposition de développer un Addendum au Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement afin d'accommoder la parité des sexes et le changement climatique.

Ceci en réponse à l'inquiétude que les impacts de changement climatique affectent les femmes et les enfants de manière disproportionnée dans la région. □

Progrès dans la signature et la ratification du Protocole SADC sur la Parité des Sexes

Pays	Date de signature	Date de ratification	Documents soumis
Angola	2008	2010	√
Botswana	Signature en cours		
RDC	2008		
Lesotho	2008	2010	√
Madagascar	2008		
Malawi	2009		
Île Maurice	Signature en cours		
Mozambique	2008	2010	√
Namibie	2008	2009	√
Les Seychelles	2008	2011	√
Afrique du Sud	2008	2012	√
Swaziland	2008	2012	√
Tanzanie	2008	2010	√
Zambie	2008	2012	√
Zimbabwe	2008	2009	√

La SADC adopte une position commune avant la réunion de l'ONU sur les femmes

par Joseph Ngwawi

LES MINISTRES responsables de la parité des sexes et de la condition féminine dans la région de la SADC ont développé une position commune pour la 57^{ième} Session de la Commission des Nations Unies sur le Statut des Femmes (CSF) prévue en mars.

Les ministres réunis au Mozambique en février, ont adopté deux documents importants – le Document Résultat sur la Position de la SADC pour la 57^{ième} Session de la CSF ainsi que les Conclusions Provisoires Convenues sur le Thème Prioritaire de l'élimination et la prévention de toutes formes de violence contre les femmes et les filles.

Les ministres ont réitéré l'importance des préoccupations prioritaires clés pour la région, en particulier la nécessité d'aborder la violence domestique plus efficacement, en traitant les causes premières de la violence contre les femmes, en développant de robustes programmes de sensibilisation visant les familles et les communautés en particulier dans les zones rurales.

D'autres priorités régionales incluent la priorisation d'activités sur la socialisation avec en vue de changer les états d'esprit et les comportements ainsi que de renforcer les efforts vers l'habilitation économique des femmes. □



Union Africaine @ 50 Vers une intégration plus poussée

par Kizito Sikuka

ALORS QUE L'AFRIQUE célèbre 50 années depuis la formation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) – aujourd'hui Union Africaine – les dirigeants africains exhortent à une coopération plus profonde parmi les états membres afin d'assurer que le continent prenne plein contrôle de son programme de développement.

C'était l'un des résultats de la 20^{ième} Assemblée Ordinaire des Chefs d'États et de Gouvernement de l'UA tenue fin janvier au siège de l'UA à Addis Abeba, Éthiopie.

Le thème du sommet et des célébrations du Jubilé d'Or est "Pan-Africanisme et Renaissance Africaine".

Prenant la parole peu après avoir pris la présidence de l'UA, le Premier Ministre Éthiopien Hailemariam Dessalegn annonça qu'il y a plusieurs questions prioritaires ayant besoin d'être abordées afin de promouvoir l'intégration continentale.

"Alors que nous célébrons le Jubilé d'Or de notre organisation, nous devons faire l'inventaire de nos accomplissements et difficultés au cours des 50 dernières années et planifier la marche à suivre pour réaliser notre vision de créer une Afrique paisible, démocratique, prospère et unie, en prenant sa place légitime dans le monde."

Il déclara, qu'au cours de ces quelques dernières décennies, l'Afrique est parvenu à enregistrer une expansion économique robuste, attirant un intérêt croissant comme nouvelle frontière pour le commerce et l'investissement de nombreuses économies développées et émergentes telles que la Chine.

"Il ne fait aucun doute que l'Afrique se doit de soutenir le dynamisme de croissance qu'elle a pu accomplir au cours de la dernière décennie. Cela ne peut être fait que si nous réussissons à

provoquer une transformation structurelle," poursuit Dessalegn.

La transformation inclut des améliorations dans l'infrastructure, le commerce régional accru, la promotion de la circulation aisée de produits et services à travers le continent et la promotion de la paix et de la sécurité.

La présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma a acquiescé en disant qu'après 50 ans, l'Afrique a désormais trouvé les bonnes conditions pour l'avancement du développement socio-économique sur le continent.

Par exemple, elle informa que six des économies en croissance rapide dans le monde se trouvent en Afrique et que l'expansion du



continent se situe depuis plus de dix ans à une moyenne de cinq pourcent par an, et ce malgré la crise financière et économique mondiale.

L'Afrique est également dotée d'une abondance de ressources naturelles, qui sont des ingrédients cruciaux pour la croissance et le développement. En outre, le continent jouie d'une

population en expansion, vibrante, ingénieuse et jeune qui s'équipe des compétences critiques qui mèneront la transformation de l'Afrique.

"Ce sont des composantes essentielles aux processus industriels et agricoles développementaux qui devraient promouvoir la croissance économique, le commerce et la transformation sociale," précise Dlamini-Zuma

"Nous devons donc aller de l'avant et lutter pour le prix d'une place dans le monde, en tant que pôle global de croissance. Nous devons développer notre narratif et contester les réflexions et paradigmes conventionnels."

Le Président du Bénin et président sortant de l'UA Boni Yayi, a insisté pour une plus grande coopération entre le secteur privé et les gouvernements nationaux en Afrique.

"L'UA n'a jamais puisé dans les ressources présentées par le secteur privé de l'Afrique. Il est temps de le faire," déclare-t-il.

Les célébrations pour marquer le 50^{ième} anniversaire auront lieu le 25 mai pour coïncider avec la date de naissance de l'OUA en 1963.

L'Éthiopie est supposée accueillir les célébrations principales, qui auront lieu durant la session ordinaire de l'UA dans le même mois.

Il est de tradition que l'UA organise deux sommets par an – en janvier/février et juin/juillet. Cependant, afin d'accommoder les célébrations du 50^{ième} anniversaire, le second sommet annuel a été transféré au 25 mai. □

Décisions essentielles du 20^{ième} Sommet de l'UA

- Réorientant la Commission Économique pour l'Afrique (CEA) pour soutenir le programme de transformation de l'UA, le sommet exhorte le Secrétaire-Général des Nations Unies à fournir l'assistance requise à la CEA afin de consolider les travaux conformément aux priorités de l'Afrique.
 - Création de l'Observatoire Africain sur la Science, la Technologie et l'Innovation (OASTI), le sommet a sanctionné le projet, et exhorté les partenaires au développement de mettre à disposition l'assistance technique et financière nécessaire pour soutenir l'OASTI et ses programmes.
 - Coordination de la Commission des Chefs d'Etat et de Gouvernement Africain sur le Changement Climatique (CAHOSCC) et préparation de l'Afrique pour la 19^{ième} Conférence des Parties à la Convention Cadre de l'ONU sur le Changement Climatique (COP 19) en Pologne, le sommet reconnaît la nécessité de peaufiner et rationaliser le mécanisme de coordination pour la CAHOSCC.
 - En ce qui concerne la réduction de la mortalité et la morbidité maternelle, du nouveau-né et de l'enfant en Afrique, le sommet demande que les Ministres de la Santé de l'Union Africaine examinent les progrès accomplis concernant le statut de santé maternelle, du nouveau-né et de l'enfant, d'élaborer des stratégies concrètes et novatrices à une plus grande échelle de manière à aborder adéquatement les besoins sanitaires de la femme et de l'enfant africains et de soumettre un rapport à la 21^{ième} Session Ordinaire de l'Assemblée de l'UA en Éthiopie.
- Le sommet prend note de la proposition de la République de Guinée relative à la création d'une Coalition Sud-Sud et Triangulaire en faveur du programme de développement post-2015 de l'Afrique; il a approuvé en principe la création d'une Coalition Sud-Sud et Triangulaire. □



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC Aujourd'hui Vol 15 No 2 Février 2013

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Patience Ziramba,
Danai Majaha, Nobuhle Sithole.

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION
Marie-Laure EDMO

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2012

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 www.angola.org, www.congoleaders.org, worldtourism.com, embangola-can.org, zambezi-traveller.com, thezimbabwean.co.uk; web.worldbank.org;
p4 P. Johnson, P. Johnson; trainnet.org; ps.defenceweb.co.za, traveljournals.net;
p6 www.wildmadagascar.org, www.ecotourism.org, www.wildmadagascar.org,
whc.unesco.org; p7 www.congoleaders.org, www.congoleaders.org, allcountries.com,
www.congoleaders.org; p8-9 worldtourism.com, windenergyplanning.com;
solarpower.com, powerworks.co.za; p10 www.nambian.com.na, www.swapoparty.org,
www.mozambiqueoc.com, www.frelimo.org.mz; p11 www.tanzania.go.tz,
www.issafriya.org; www.southafrica.net, www.anc.org.za; p12 P. Ziramba, SARDC,
R Nyamanhindi, SARDC; p14 www.aunt/en; p16 Michael Bailey, John Aerni

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net Connaissance pour le Développement

SARDC
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe



www.sardc.net
Connaissance pour le Développement

ÉVÈNEMENTS

Événements février – avril 2013

Février 11-14, Mozambique	Ministres SADC pour la Parité des Sexes Les ministres responsables de la Parité des Sexes/ Condition Féminine se réunissent annuellement afin d'examiner les questions politiques et la coordination de réunions internationales, ainsi que de suivre les progrès sur la ratification et la mise en application du Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement.
18-22, Kenya	Conseil Gouvernant du Forum Ministériel Global sur l'Environnement Le conseil se rassemble annuellement afin de réviser les problèmes politiques existants et nouveaux, ainsi que les budgets. Il vise à promouvoir la coopération internationale et à fournir une orientation de politique générale pour la direction et la coordination de programmes environnementaux au niveau global à travers l'UNEP. Il s'agit de la 27 ^{ème} session.
19-21, Afrique du Sud	Indaba Africaine sur l'Énergie La conférence annuelle vise à explorer les moyens avec lesquels l'Afrique peut contrôler ses énormes ressources d'énergie dans le but de parvenir à l'auto-suffisance.
20-23, Zimbabwe	5th Conférence Internationale sur la TIC pour l'Afrique L'objectif est de mettre en avant l'importance de collaborations Sud-Sud entre les pays africains et les autres pays en voie de développement, et entre les pays africains et les pays industrialisés vers l'avancement de la TIC et des solutions de développement.
27, Botswana	Groupe SADC Thématique sur l'Énergie Le Groupe Thématique sur l'Énergie est une réunion de coordination des partenaires coopérants, des experts, de la SADC et de ses organisations subsidiaires pour discuter des moyens d'assister la région à s'attaquer aux problèmes d'énergie.
Mars 8-9, Mozambique	Conseil des Ministres de la SADC Les ministres de chaque État Membre se réunissent en Conseil. Ils viennent en général des ministères des affaires étrangères, du développement économique, de la planification ou des finances. Le conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et du développement de la SADC, et de garantir que les politiques soient correctement mises en vigueur, de même que de faire des recommandations au Sommet.
8, Global	Journée Internationale de la Femme Est une journée choisie par les Nations Unies afin de commémorer les problèmes de parité des femmes et des hommes. Elle coïncide avec la 57 ^{ème} Session de la Commission de l'ONU sur le Statut des Femmes prévue chaque année en début mars. Le thème principal de la CSF cette année est "L'Élimination et la Prévention de toutes Formes de Violence contre les Femmes et les Filles" et un thème subsidiaire "Le Partage des Responsabilités entre les femmes et les hommes, y compris pour la prestation de soin dans les contextes du VIH et SIDA.
20, Mozambique	34th Session de la Commission Exécutive du SAPP La Commission Exécutive du SAPP est composée de PDG des services publics membres. La commission assume le rôle de Comité Directeur de SAPP et est responsable de la coordination et de la formulation des objectifs du pool d'énergie.
26-27, Afrique du Sud	5^{ème} Sommet BRICS BRICS signifie Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les dirigeants de ces pays se rassemblent annuellement en Sommet afin de chercher des solutions aux problèmes de développement et de considérer des domaines de collaboration pour les économies du BRICS
April 15-17, Namibie	Forum SADC sur la Transition de Diffusion Digitale La SADC se réunit afin de discuter et se mettre d'accord sur les activités qui garantiraient que tous les pays membres soient prêts pour la transition de diffusion digital.

11 Mars 2013

11 Mars 2013

À la mémoire et en l'honneur de King Moshoeshoe Ier

Roi du Lesotho 1823-1870

JOURNÉE MOSHOESHOE est commémoré au Lesotho le 11 mars, jour présumé où le Roi, Moshoeshoe Ier, fondateur de la nation Basotho, est décédé en 1870. Devenu roi, en 1823 il y a 190 ans, il est considéré comme un grand diplomate et dirigeant qui a oeuvré pour la préservation de la langue, de l'art et la culture de son pays à travers la langue Sesotho.

Il a vu le jour à Menkhoaneng en 1786, fils de Mokhachane, et appelé Lepoqo, un nom qui marque la calamité sociale de conflit qui avait éclaté dans sa communauté à l'époque de sa naissance. Il fut connu plus tard sous le nom de Moshoeshoe, d'après les vers lyriques de victoire composés après avoir saisi 500 têtes de bétail du voisin chef Moeletsi alors qu'il imitait le son trenchant du rasoir "shoe-shoe-shoe" pour illustrer sa victoire.

C'était l'époque où les noms étaient des outils importants par lesquels des événements nationaux majeurs pouvaient être documentés et sauvegardés comme leçons pour les générations futures. Un élément important de la journée est d'encourager le Basotho à promouvoir et préserver son identité et sa langue, car la langue sert de moteur solide pour définir la société.

Durant les guerres de Lifaqane, Moshoeshoe et son peuple se sont embarqués dans la grande incursion du Menkhoaneng à la Thaba Bosiu en 1824, un trajet de neuf jours. Thaba Bosiu signifie "montagne la nuit" et, selon la croyance locale, cette haute montagne plateaux s'est élevée durant la nuit et a pris la forme d'une haute forteresse, fournissant ainsi une grande défense durant les diverses guerres y compris la troisième guerre contre les fermiers Boer dans le Free State en 1868.

Thaba Bosiu est imprégnée d'une grande signification car la montagne est étroitement associée à la formation de la nation Basotho. La tombe de Moshoeshoe Ier au sommet de la montagne contribue au caractère sacré du site et ce paysage fut déclaré monument national en 1967 en raison de sa richesse culturelle intangible.

Cet endroit ancestral possède une valeur symbolique et une importance historique. Ainsi le Département National de la Culture déploie des efforts afin de garantir qu'une reconnaissance mondiale soit attribuée à la zone, car elle sert de rappel constant sur qui sont les Basotho et d'où ont-ils été "controués et imaginés" en tant que nation, ainsi le lieu de

naissance du Lesotho, considéré sacré et une contrée "lointaine" de miracles et prophétie

Moshoeshoe est commémoré pour son pouvoir et sa sagesse puisqu'il a donné refuge à différents groupes ethniques durant les guerres de Lifaqane et à partir de ces communautés il a "créé" le Basotho. Ce qui l'a rendu exceptionnel c'est sa croyance ferme qu'en gagnant de la sagesse et du pouvoir en tant que leader, il faut tout d'abord acquérir les qualités de clarté d'esprit, bonté de coeur et service au peuple.

Pendant cette journée au Lesotho, d'importantes célébrations symboliques sont tenues avec le dépôt de gerbes au pied de la statue de Moshoeshoe Ier, des Conférences au Mémorial de Moshoeshoe à l'Université Nationale du Lesotho, et un cours spécial pour les étudiants du secondaire à la Bibliothèque Nationale du Lesotho où l'héritage et l'idéologie de Moshoeshoe sont dévoilés afin que sa mémoire demeure vibrante parmi la jeune population. Des performances traditionnelles illustrent la diversité culturelle du Lesotho et la richesse de musique et danse est l'une des voies à travers laquelle sa mémoire est gardée vivante.

Les événements de la journée coïncide avec le pèlerinage annuel de trois jours sur la route héritage de Menkhoaneng à Thaba Bosiu, dans les pas de ce é, de son lieu de naissance à l'endroit où il a fondé la nation appelée Basotho. Ces initiatives-souvenir sont des plateformes par lesquelles les êtres humains en viennent à comprendre leur identité et leur relation avec l'un l'autre. De telles commémorations imprègnent l'idée que la culture est un pouvoir productif qui non seulement façonne les concepts humains et influence leur comportement, mais contribue également de manière non négligeable à l'amélioration de leur monde matériel et spirituel.

Ceci pose donc une question à nos dirigeants en ce qui concerne de faire des efforts pour garantir que leurs noms deviennent des mémoires éducationnelles pour les générations futures. Quelles traces positives laissent-ils derrière de manière à être commémorés par les générations à venir? Quels esquisses laissent-ils pour être célébrés à travers la musique, la mémoire, et l'héritage? Quels héritages laissent-ils localement et régionalement archivés pour les générations, ou bien ce calibre a-t-il été détruit par l'idéologie de la démocratie? □

Adaptation de Sebinane Lekoekoe, Archiviste supérieur aux Archives Nationales du Lesotho. Ce texte est rédigé en sa capacité personnelle. www.archivalplatform.org



Jour férié Ougadi à l'Île Maurice

11 Avril 2013

LE NOM est dérivé du terme Yuga Adi, "le début d'une ère nouvelle", et est le jour du Nouvel An pour la population de la région Deccan en Inde. Le calendrier Hindou étant lunisolaire, ce jour varie chaque année commençant par (mars-avril), qui est le premier mois du calendrier indien, Panchanga.

À l'Île Maurice, c'est un événement familial qui réaffirme les valeurs et les rites enracinés dans la culture. Ce jour là, à l'aube, les gens de la communauté de Telegu prennent une douche au safran et à l'huile parfumée destinée à purifier et oublier tous les problèmes et malentendus de l'année passée et de commencer à neuf. Porter de nouveaux vêtements est la tradition ainsi que de préparer le *thoranam* composé de 18 feuilles de mangues déposés à l'entrée de la maison pour attirer l'énergie positive. Le *muggulu*, fait de fleurs et de riz coloré, est dessiné sur le sol afin de représenter l'harmonie.

Manger un mélange spécifique de six saveurs différentes, appelé *Ugadi Pachhadi*, symbolise le fait que la vie est un mélange d'expériences différentes qui devraient être acceptées ensembles et avec sérénité pendant toute l'année – tristesse, joie, colère, peur, dégoût, surprise. Une prière est faite chez soi avant de se rendre au temple. L'ensemble de la famille se rassemble autour d'un repas traditionnelle, en se souhaitant mutuellement "*Ugadi Subhankshalu*".

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC POUR LA PÉRIODE

Février-Avril 2013

1 février	Journée de l'Abolition de l'Esclavage	Île Maurice
3 février	Journée des Héros	Mozambique
4 février	Jour férié	Mozambique
4 février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
10 février	Festival du Printemps Chinois	Île Maurice
5 février	Journée de Carnaval	Angola
3 mars	Journée de Martyrs	Malawi
4 mars	Jour férié	Malawi
8 mars	Journée de Femme	Angola, Zambie
10 mars	<i>Maha Shivaratri</i>	Île Maurice
11 mars	Journée Moshoeshoe I	Lesotho
12 mars	Journée Nationale	Île Maurice
	Journée de la Jeunesse	Zambie
21 mars	Journée de l'Indépendance	Namibie
	Journée des Droits de l'Homme	Afrique du Sud
29 mars	Journée des Martyrs	Madagascar
	Vendredi Saint	Toute la SADC excepté la RDC, Île Maurice, Mozambique, Botswana
30 mars	Jour Férié	Les Seychelles, Zambie
	Pâques/Samedi Saint	
1 avril	Lundi de Pâques	Toute la SADC excepté Angola, Île Maurice, Mozambique
7 avril	Journée Sheikh Abeid Karume Day	Tanzanie
	Journée de la Femme	Mozambique
8 avril	Jour Férié	Mozambique
11 avril	Ougadi	Île Maurice
13 avril	Journée de la Paix et de la Réconciliation	Angola
18 avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 avril	Anniversaire du Roi	Swaziland
25 avril	Journée du Drapeau National	Swaziland
26 avril	Journée de l'Union	Tanzanie
27 avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud
30 avril	Journée de la Jeunesse Day	RDC

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale